



**Conseil Économique
et Social**

Distr.
LIMITÉE

E/CN.4/2000/L.28
12 avril 2000

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-sixième session
Point 9 de l'ordre du jour

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTÉS
FONDAMENTALES, OÙ QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE

Nigéria au nom du Groupe africain : projet de résolution

2000/... Situation des droits de l'homme au Burundi

La Commission des droits de l'homme,

Ayant présents à l'esprit la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme,

Réaffirmant son engagement quant au respect des principes de l'état de droit, qui comprennent la démocratie, le pluralisme, le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Soulignant que les États ont le devoir de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et de remplir les obligations qui leur incombent en vertu des divers instruments auxquels ils sont parties,

Rappelant sa résolution 1999/10 du 23 avril 1999,

Prenant en considération la résolution 1072 (1996) du Conseil de sécurité, en date du 30 août 1996, la résolution 1286 (2000) du Conseil de sécurité, en date du 19 janvier 2000, ainsi que la déclaration du Président du Conseil de sécurité (S/PRST/1999/32), en date du 12 novembre 1999,

Rappelant également que la responsabilité première pour la paix incombe au Gouvernement et au peuple burundais,

Reconnaissant les efforts accomplis par l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation de l'unité africaine et l'Union européenne pour contribuer à un règlement pacifique de la crise burundaise,

Saluant la décision du Gouvernement burundais d'engager un processus de paix global et d'entreprendre des négociations politiques ouvertes à toutes les parties, ainsi que les progrès réalisés dans les négociations entre les forces politiques, notamment la signature d'un accord de partenariat politique, dans le cadre du processus de paix interne,

Reconnaissant la contribution personnelle apportée par le regretté Mwalimu Julius K. Nyerere au processus de négociation d'Arusha,

Prenant en compte les efforts déjà accomplis par le Gouvernement burundais et les autres parties aux négociations d'Arusha dans le processus de paix, visant à instaurer une paix durable,

Considérant qu'une action efficace visant à prévenir de nouvelles violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales est indispensable pour obtenir la stabilité et la reconstruction du Burundi, ainsi que le rétablissement d'un état de droit durable,

Reconnaissant le rôle important des femmes dans le processus de réconciliation et la recherche de la paix, et demandant instamment au Gouvernement burundais d'assurer l'égalité de participation des femmes à la société burundaise et d'améliorer leurs conditions de vie,

Se félicitant de l'invitation faite par le Facilitateur aux représentantes des femmes du Burundi à participer en qualité d'observateurs au processus de négociation d'Arusha,

1. Prend acte du rapport de la Rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme au Burundi (E/CN.4/2000/34);

2. Appuie le partenariat politique établi entre le Gouvernement burundais et l'Assemblée nationale, ainsi que le dialogue entre les Burundais, y compris les factions armées, se déroulant dans le cadre du processus de paix d'Arusha;

3. Salue la désignation de l'ex-Président de la République sud-africaine, Nelson Mandela, en tant que nouveau Facilitateur du processus de paix d'Arusha;
4. Note que la nécessité demeure de faire des négociations un processus sans exclusive;
5. Invite toutes les factions armées et autres forces politiques burundaises, dans le pays et à l'extérieur, à adhérer sans tarder, si elles ne l'ont pas encore fait, au processus de négociation d'Arusha, afin de conclure un cessez-le-feu le plus rapidement possible et de signer un accord de paix propice à l'établissement d'une paix durable au Burundi;
6. Encourage le Gouvernement burundais à poursuivre les actions visant à associer tous les secteurs de la société à l'œuvre de réconciliation nationale et au rétablissement d'un ordre institutionnel sûr et rassurant pour tous afin de rétablir la démocratie et la paix, dans l'intérêt de la population burundaise;
7. Demeure préoccupée par la violence persistante et par la situation sécuritaire dans certaines régions du pays, qui obligent de nombreux habitants à quitter leurs foyers;
8. Déplore les conditions de vie inacceptables dans les camps de regroupement et les sites de protection de personnes déplacées, et recommande au Gouvernement, aux institutions des Nations Unies et aux ONG de fournir une aide humanitaire;
9. Prie le Gouvernement burundais de veiller à ce que l'aide humanitaire parvenue en toute sécurité et sans entrave à ceux qui en ont besoin au Burundi et de garantir la sécurité et la liberté de circulation du personnel des Nations Unies et du personnel associé, des organisations humanitaires et des particuliers qui travaillent au Burundi pour la même cause;
10. Appelle le Gouvernement burundais à suspendre sa politique de déplacement de populations;
11. Appelle aussi le Gouvernement burundais à continuer d'honorer l'engagement qu'il a pris de démanteler tous les camps de regroupement et de faciliter le retour des personnes déplacées dans leur village au fur et à mesure que les conditions de sécurité le permettent;
12. Prend note des efforts du Gouvernement burundais visant à faire en sorte que les garanties légales existant pour assurer les droits fondamentaux de l'homme et les normes internationales en matière de droit humanitaire soient pleinement respectées;
13. Invite le Gouvernement burundais à prendre davantage de mesures, notamment dans le domaine judiciaire, pour mettre fin à l'impunité, en particulier par le jugement des responsables de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire

conformément aux principes internationaux en la matière, et demande instamment au Gouvernement d'accélérer les procédures d'enquête appropriées en cas de violation de ces droits;

14. Se félicite de l'entrée en vigueur du nouveau code de procédure pénale, exhorte le Gouvernement burundais à poursuivre l'application de son plan de réforme judiciaire, à mieux protéger les libertés individuelles, à améliorer l'efficacité et la transparence des institutions judiciaires, et demande instamment aux autorités de traiter les problèmes de la durée de la détention provisoire et des conditions de détention;

15. Se félicite aussi du maintien de la coopération entre le Gouvernement burundais et le Comité international de la Croix-Rouge en ce qui concerne l'accès et les visites aux personnes détenues dans les prisons centrales;

16. Condamne l'assassinat dans la province de Rutana, en octobre 1999, d'agents du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et du Programme alimentaire mondial ainsi que de civils burundais et demande instamment que le nécessaire soit fait pour traduire les auteurs de cet assassinat en justice;

17. Demande instamment à toutes les parties au conflit de mettre fin au cycle de la violence et aux actes meurtriers, en particulier à la violence aveugle dirigée contre la population civile;

18. Prend note des mesures prises par le Gouvernement burundais dans sa lutte contre l'impunité et en faveur de la promotion des droits de l'homme, mais exprime sa profonde préoccupation devant les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, notamment à propos d'informations faisant état de massacres, de disparitions forcées ou involontaires, d'arrestations et de détentions arbitraires;

19. Soutient la poursuite du programme d'assistance destiné aux éléments des forces armées et de la police en matière de droits de l'homme et d'assistance judiciaire exécuté par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme;

20. Engage les parties au conflit à s'abstenir rigoureusement de tout acte de nature à entraver les activités du Comité international de la Croix-Rouge et les autres opérations d'assistance humanitaire destinée aux sinistrés de guerre;

21. Engage en outre toutes les parties en conflit au Burundi à œuvrer de manière constructive avec les médiateurs internationaux à la recherche d'une paix durable;

22. Apprécie les efforts accomplis par les médiateurs de l'Organisation des Nations Unies, de l'Organisation de l'unité africaine et de l'Union européenne dans la recherche d'une solution durable aux problèmes du Burundi;
23. Encourage l'Organisation de l'unité africaine, agissant en particulier grâce à son Mécanisme pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits, à continuer de s'employer à prévenir toute nouvelle détérioration de la situation;
24. Réaffirme que le respect des droits de l'homme et du droit international humanitaire ainsi que le développement, contribuent à la paix et se félicite à ce propos de l'appel lancé par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1234 (1999) du 9 avril 1999 pour la tenue d'une conférence internationale sur la paix, la sécurité et la stabilité dans la région des Grands Lacs;
25. Loue la mission d'observation des droits de l'homme au Burundi pour les activités qu'elle mène sur le terrain, se félicite de la coopération que lui apporte le Gouvernement burundais, et demande le renforcement de cette mission d'observation par le biais de contributions volontaires;
26. Condamne la vente et la distribution illégales d'armes et de matériels de même nature qui font obstacle à la paix et à la sécurité dans la région;
27. Demande aux États de ne pas permettre que leurs territoires servent de base à des incursions ou à des attaques dirigées contre un autre État, au mépris des principes du droit international, notamment de la Charte des Nations Unies;
28. Exhorte les États et les organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales à coordonner leurs initiatives de planification afin de promouvoir un développement durable à mesure que l'on s'acheminera vers un règlement dans le processus de paix;
29. Appelle le Gouvernement burundais à prendre des mesures propres à instaurer un environnement sûr et propice au bon déroulement du travail des organismes d'aide, et invite l'ONU et les donateurs à étoffer le courant d'aide humanitaire aux populations dans le besoin lorsque la sécurité sera convenablement rétablie;

30. Décide de prolonger d'un an le mandat de la Rapporteuse spéciale et de prier celle-ci de soumettre un rapport intérimaire sur la situation des droits de l'homme au Burundi à l'Assemblée générale, à sa cinquante-cinquième session, et un rapport à la Commission à sa cinquante-septième session, en lui demandant de donner à son travail une dimension sexospécifique.
